

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3276

24 décembre 2013

SOMMAIRE

Antin Infrastructure Luxembourg IX ...	157221	J.L. Freeze Sàrl	157207
Burger King (Luxembourg) 2 S.à r.l.	157237	JPMorgan European Property Holding Lu-	
Catalyst Alpha 3 S.à r.l.	157247	xembourg 6 S.à r.l.	157202
Finprotec S.A.	157209	Kingfisher International Holdings Limited -	
FRII S.A.	157248	Luxembourg Branch	157203
Golfing S.A.	157202	Madrax Properties Sàrl	157208
Golfing S.A.	157202	Mama Forte S.à r.l.	157209
Golfing S.A.	157203	MCM Import-Export Sàrl	157209
Golfing S.A.	157202	MEGG Invest S.à r.l.	157205
Grandia International Investments S.A. .	157203	Misys Manco S.C.A.	157209
Gruppo Mobili e Salotti S.A.	157204	Misys Manco S.C.A.	157208
GS Construction S.A.	157203	Moor Park Fortuny Luxembourg S. à r.l.	
HET BESTE BROOD HOLDING S.A. so-		157208
ciété de gestion de patrimoine familial		Net's Bar S.à r.l.	157208
.....	157204	OUTOX International S.A.	157207
HET BESTE BROOD HOLDING S.A. so-		Prophac Immobilière S.A.	157248
ciété de gestion de patrimoine familial		Rubysam S.à r.l.	157206
.....	157204	Skye Investment S.à r.l.	157213
Hills Place S.à r.l.	157204	St. Georges Investment S.A. - SPF	157212
IBTD International S.A.	157206	Storebrand Luxembourg S.A.	157206
ICTUniverse S.à r.l.	157202	TIAA Lux 11 S.à r.l.	157210
IHC Immobilien A.G.	157205	TIAA Lux 5 S.à r.l.	157211
Immobilière 2F S.A.	157206	Tinsel Group S.A.	157210
Immobilière C.JANS & Associés S.A. ...	157205	Toba S.A.	157212
Immobilière du GRÄFGEN	157205	Tommy Sports S.à r.l.	157211
Immogar S.A.	157205	Tortoise US Energy Infrastructure S.A. .	157212
Imohtech S.A.	157206	Transports Carlier S.A.	157211
Indunet S.à r.l.	157207	Tubosider International S.A.	157210
Instal-Fit S.à r.l.	157207	Velosi S.à r.l.	157210
I-Space S.à r.l.	157204	Virlux	157211
IT Advanced Consulting Holding S.A. ...	157203	Wahaca International S.à r.l.	157212
J.L. Development S.A.	157207		

Golfing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 46.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167431/10.

(130203700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Golfing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 46.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167432/10.

(130203724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Golfing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 46.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167433/10.

(130203778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

ICTUniverse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4979 Fingig, 48, rue Nicolas Margue.
R.C.S. Luxembourg B 137.078.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013167482/11.

(130203538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

JPMorgan European Property Holding Luxembourg 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 106.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

JP Morgan European Property Holding Luxembourg 6 S.à r.l.

Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013167521/13.

(130204588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Kingfisher International Holdings Limited - Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 147.359.

Le bilan au 31 janvier 2013 de la société de droit étranger Kingfisher International Holdings Limited, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013167529/13.

(130203302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

IT Advanced Consulting Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 159.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IT Advanced Consulting Holding S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013167504/11.

(130203682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Golfing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 46.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167434/10.

(130203843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Grandia International Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 91.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167436/10.

(130203974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

GS Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.559.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 29/11/2013.

Référence de publication: 2013167443/10.

(130203955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Hills Place S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 10.000.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 135.680.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167449/10.

(130204447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Gruppo Mobili e Salotti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4980 Reckange-sur-Mess, 71, rue Jean-Pierre Hilger.
R.C.S. Luxembourg B 60.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRUPPO MOBILI E SALOTTI S.A.
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167442/11.

(130203964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

HET BESTE BROOD HOLDING S.A. société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 29.544.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167456/11.

(130203822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

HET BESTE BROOD HOLDING S.A. société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 29.544.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167457/11.

(130203823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

I-Space S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 165.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I-SPACE S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167466/11.

(130203972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Immobilière du GRÄFGEN, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9570 Wiltz, 16-18, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 106.165.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167468/10.

(130204482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Immobilière C.JANS & Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9651 Eschweiler, 4, rue Tom.

R.C.S. Luxembourg B 102.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167469/10.

(130204106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Immogar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 93.404.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167490/10.

(130203962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

IHC Immobilien A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 59.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IHC IMMOBILIEN A.G.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013167486/11.

(130203642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

MEGG Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 136.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Agent administratif

Signature

Référence de publication: 2013167639/13.

(130204538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

IBTD International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 162.876.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Pour: IBTD INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Mireille Wagner

Référence de publication: 2013167481/15.

(130203809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Immobilière 2F S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 68.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

IMMOBILIÈRE 2F S.A.

Référence de publication: 2013167489/11.

(130204138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Imohtech S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 110.812.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167491/10.

(130203664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Rubysam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4141 Esch-sur-Alzette, 59, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 173.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167775/9.

(130203891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Storebrand Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 54.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167792/9.

(130204025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Indunet S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 10, Duchscherstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 42.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INDUNET S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013167494/11.

(130203547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Instal-Fit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 98.432.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167495/10.

(130203905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

J.L. Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.
R.C.S. Luxembourg B 139.070.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167508/10.

(130204409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

J.L. Freeze Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9554 Wiltz, 29, rue du Pont.
R.C.S. Luxembourg B 160.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013167509/10.

(130203795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

OUTOX International S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 135.262.

DCL Avocats, cabinet d'avocats, 9 avenue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxembourg, ici représenté par Madame Dorothee Ciolino, dénonce le siège de la société OUTOX International S.A., 9 avenue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B135262.

Avec date d'effet au 29/11/2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DCL Avocats
Dorothee Ciolino

Référence de publication: 2013167698/13.

(130203565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Moor Park Fortuny Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 152.353.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Anna D'Alimonte

Gérante

Référence de publication: 2013167626/12.

(130204549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Misys Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.514.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 777 du 23 mars 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Misys Manco S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2013167624/15.

(130204258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Madrax Properties Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 117.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167628/10.

(130203903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Net's Bar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9268 Diekirch, 1, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 165.406.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 02/12/2013.

Pour la société

C.F.N GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013167659/17.

(130203914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Mama Forte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9806 Hosingen, 16, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 153.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167629/10.

(130204346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Misys Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.514.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 20 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 777 du 23 mars 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Misys Manco S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2013167623/15.

(130204257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

MCM Import-Export Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3432 Dudelange, 22, rue Dr Orphée Bernard.

R.C.S. Luxembourg B 63.791.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013167637/12.

(130203902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Finprotec S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 128.230.

Par leurs courriers adressés à la société FINPROTEC S.A., il résulte que:

- Monsieur Giovanni VITTORE, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Président du Conseil d'Administration et Administrateur,

- Monsieur Frédéric NOEL, Avocat, avec adresse professionnelle au 1, avenue de la Gare L-1611 Luxembourg, Administrateur,

- Monsieur Roland DE CILLIA, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 4547 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Administrateur,

ont démissionné de leur fonction d'Administrateur de ladite société et ce, avec effet au 22 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINPROTEC S.A.

Référence de publication: 2013168221/17.

(130204757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

TIAA Lux 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.233.800,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 167.150.

En date du 19 novembre 2013, l'associé unique de la Société, ND Europe S.à r.l., a transféré 59.945 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- SAS PIAL 34, une société par actions simplifiée, constituée et régie selon les lois de France, ayant son siège social à l'adresse suivante: 8-12, rue des Pirogues de Bercy, 75012 Paris, France et immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris, sous le numéro 795 395 706.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

SAS PIAL 34	59.945 parts sociales
ND Europe S.à r.l.	62.393 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

TIAA Lux 11 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013167877/20.

(130203638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Tinsel Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 121.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'adoptées au sein de l'Union Européenne, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167879/12.

(130204149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Tubosider International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 113.476.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167885/9.

(130204171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Velosi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 967.690,96.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.012.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013167894/13.

(130204039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

TIAA Lux 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.654.700,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 115.160.

En date du 19 novembre 2013, l'associé unique de la Société, ND Properties, Inc., a transféré 110.832 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- SAS PIAL 34, une société par actions simplifiée, constituée et régie selon les lois de France, ayant son siège social à l'adresse suivante: 8-12, rue des Pirogues de Bercy, 75012 Paris, France et immatriculée auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris, sous le numéro 795 395 706.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

SAS PIAL 34	110.832 parts sociales
ND Properties, Inc.	115.356 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

TIAA Lux 5 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013167878/20.

(130203639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Tommy Sports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 11A, allée John W. Léonard.

R.C.S. Luxembourg B 138.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167881/9.

(130203649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Transports Carlier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 2, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 61.248.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167883/9.

(130203657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Virlux, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 174.316.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 novembre 2013

Suivant une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique du 15.11.2013 de la société Virlux S.A., SPF il à été décidé:

Révocation de Madame Sandrine Stourm comme commissaire aux comptes à partir du 20.12.2012.

Nomination de Madame Olga Jerohina, comptable, née à Riga, Lettonie, le 17 Novembre 1976 demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling comme commissaire aux comptes de la Société avec effet du 20.12.2012 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2018.

Revocation de la Société EZD S.à r.l., comme administrateur unique de la Société avec effet à partir du 16.10.2013. Luxembourg, le 29.11.2013.

Référence de publication: 2013167908/16.

(130203508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Toba S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.512.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 novembre 2013

- Les démissions des Administrateurs de la société, à savoir la société LANNAGE S.A., représentée par Madame Nathalie LETT, la société VALON S.A., représentée par Monsieur Cédric JAUQUET et la société KOFFOUR S.A., représentée par Monsieur Guy BAUMANN sont acceptées;

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Monsieur Vito MARINELLI, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et Monsieur Olivier OUDIN, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont nommés Administrateurs avec effet immédiat. Leurs mandats d'Administrateurs viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019;

- La démission du Commissaire aux Comptes, la société AUDIT TRUST S.A. est acceptée;

- la société FIN Contrôle, Société Anonyme, 12 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg est nommée Commissaire aux Comptes avec effet immédiat. Son mandat de Commissaire aux Comptes viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019;

- Le siège social est transféré au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg avec effet immédiat.

Fait à Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Certifié sincère et conforme

TOBA S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013167880/26.

(130203707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Tortoise US Energy Infrastructure S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 150.246.

—
Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167882/10.

(130204207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Wahaca International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 152.767.

—
Le bilan au 30 Juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167916/9.

(130203555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

St. Georges Investment S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.251.

—
Les comptes annuels au 30-06-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013167834/9.

(130203866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Skye Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.559.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,
ON THE SIXTH DAY OF THE MONTH OF NOVEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 176.328,

represented by Maître Thierry Kauffman, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 31 October 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Skye Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Skye Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood

that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BREDS Europe 1 NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1.300.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BREDS Management S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.408.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDDREIZEHN,
AM SECHSTEN TAG DES MONATS NOVEMBER,

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen,

BREDS Europe 1 NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 176.328,

hier vertreten durch Herrn Thierry Kauffman, Rechtsanwalt, beruflich Wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 31. Oktober 2013, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Skye Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Skye Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, Lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes vom 5. April 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Ver-

bindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BREDS Europe 1 NQ S.à r.l.	500	EUR 12.500
Total	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.300.-.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BREDS Management S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.408.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschie-nenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deut-schen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. KAUFFMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 08 novembre 2013. Relation: RED/2013/1888. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 14. November 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013158876/453.

(130194492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Antin Infrastructure Luxembourg IX, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.441.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Antin Infrastructure Partners FCPR, a joint ownership of securities (fonds commun de placement à risques) as defined in article L 214-20 of the French Monetary and Financial Code, having its registered office at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris,

represented by Antin Infrastructure Partners SAS, its management company, having its registered office at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, registered with the Paris trade and companies registry under number 487 530 677, represented by Mr Alain Rauscher, President of Antin Infrastructure Partners SAS, having his professional address at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, (the Sole Shareholder),

here represented by Mr Franz Kerger, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Paris (France) on October 30th, 2013.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Sole Shareholder, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the Company, denominated Antin Infrastructure Luxembourg IX, a public limited company (société anonyme) established under the laws of Luxembourg, the registered office of which is at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 172.441. The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated October 26th, 2012, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2901 of November 29th, 2012 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated April 25th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1502 of June 25th, 2013.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary general meeting (the Meeting) is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda (the Agenda):

Agenda

1. Creation of two classes of shares denominated "class A" and "class B";
 2. Amendment of article 6 of the Articles;
 3. Amendment of article 20 of the Articles;
 4. Amendment of article 21 of the Articles;
 5. Amendment of article 23 of the Articles;
 6. Adjunction of a new article 24 to the Articles;
 7. Adjunction of a new article 25 to the Articles;
 8. Adjunction of a new article 26 to the Articles;
 9. Conversion of the existing shares into class A shares;
 10. Decision to increase the share capital of the Company from its current amount of EUR 1,136,030 (one million one hundred thirty-six thousand thirty euro) by an amount of EUR 2,490 (two thousand four hundred ninety euro) to an amount of EUR 1,138,520 (one million one hundred thirty-eight thousand five hundred twenty euro), and (ii) to issue 249 (two hundred and forty-nine) new B shares, having a par value of EUR 10 (ten euro) each;
- Offer of the new B shares for subscription to Mr Frédéric Zimer, Mr Didier Quillot, DQ Conseil, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quenesson and Mr Pierre Cassier, for a subscription price per share of EUR 5,000 (five thousand euro);
11. Waiver by the Sole Shareholder of its pre-emptive rights in connection with the increase of the share capital as referred to in item (10) above in favour of Mr Frédéric Zimer, Mr Didier Quillot, DQ Conseil, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quenesson and Mr Pierre Cassier;
 12. Subscription to the new B shares referred to in item (10) above in cash by Mr Frédéric Zimer, Mr Didier Quillot, DQ Conseil, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quenesson and Mr Pierre Cassier and payment in full of the subscription price per share of EUR 5,000 (five thousand euro);
 13. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the creation of the class A and class B shares under item (1) above, the conversion of the existing shares into class A shares under item (9) above and the share capital

increase under item (10) above, with grant of a power of attorney to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly created and issued shares in the share register of the Company;

14. Subsequent amendment of article 5 of the Articles in order to reflect the creation of the class A and class B shares under item (1) above, the conversion of the existing shares into class A shares under item (9) above and the share capital increase under item (10) above;

This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder of the Company resolves to create two different classes of shares denominated "A shares" and "B shares".

All the shares will remain ordinary shares.

The class A shares will entitle their holders to the portion of the distributable profits of the Company that is not attributable to the class B shares pursuant to article 20 of the Articles.

The class B shares will entitle their holders by priority to the portion of the distributable profits of the Company that is attributable to them pursuant to article 20 of the Articles.

Losses of the Company shall be allocated by priority to the class A shares. All costs suffered by the Company will be allocated to the class A shares.

Upon the liquidation of the Company, the class A shares and the class B shares will entitle their holders to the proceeds resulting from the liquidation of the Company, allocated among the two classes of shares in accordance with article 20 of the Articles.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to amend article 6 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 6. Shares.** The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

The Board is authorised, for a period starting on 26 October 2012 and ceasing on the fifth anniversary of such date, to redeem shares of the Company pursuant to the terms and conditions set out below. This authorisation is granted to the Board pursuant to article 49-2 of the Companies Act.

The Board is authorised to redeem shares of the Company by any means, including without limitation under share redemption agreements, option agreements, and exchange agreements, against a cash consideration or a consideration in kind, on the terms and conditions to be set out by the Board, provided that:

(i) the maximum number of shares of the Company that can be redeemed from time to time under this authorisation shall be equal to the number of shares of the Company outstanding from time to time less the number of shares of the Company representing the minimum share capital required by the Companies Act for a public limited liability company (société anonyme);

(ii) the redemption price of the A Shares, whether it is paid in cash or in kind, shall be set at EUR 10 (ten euro) per share redeemed; and

(iii) the redemption price of the B Shares, whether it is paid in cash or in kind, shall be set by application of the principles exposed under article 23 below.

Share redemptions shall be made out of the distributable reserves (including share premium and capital surplus) and profits available to that effect in accordance with article 49-2 of the Companies Act.

Redeemed shares of the Company may (or may not) be cancelled by a resolution made by a General Meeting in accordance with the requirements set out in the Companies Act.

Once redeemed and for so long as the shares of the Company are kept in treasury by the Company, the shares of the Company shall bear no voting rights and the rights to receive dividends or liquidation proceeds shall be suspended.

The Board shall take or authorise any person to take any necessary steps resulting from the redemption of the shares of the Company, including but not limited to the recording of such redemption in the share register of the Company.

The Company will recognise only one holder per share. In the event that a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company."

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to amend article 20 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 20. Allocation of profits.** From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The annual net profits of the Company that are not allocated to the reserve required by law shall be allocated between the A Shares and the B Shares in accordance with the following principles:

(i) to the B Shares, it shall be allocated a right to a preferential dividend determined in accordance with the provisions of article 23 of these Articles; and

(ii) to the A Shares, it shall be allocated the annual net profits of the Company that are not attributed to the B Shares. The annual net losses of the Company shall be allocated by priority to the A Shares.

The General Meeting shall determine how the annual net profits allocated to the A Shares shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy. The General Meeting shall be bound to automatically distribute the annual net profits of the Company that are allocated to the B Shares, provided that such distributions shall in all cases be mentioned in the convening notice to the General Meeting established in accordance with article 10, except (i) if such distributions would be contrary to the corporate interest of the Company or (ii) in the case where holders of B Shares have made, at least 2 (two days) prior to the holding of the General Meeting (but after having received the convening notice to the General Meeting), a request to the holders of the A Shares to retain the net profits of the Company that are attributable to them, for such portion of the net profits of the Company that is attributable to said holders of B Shares.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915."

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to amend article 21 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 21. Dissolution and Liquidation.** The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 22 below. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

The distribution of a liquidation profit, if any, shall be made in accordance with article 20 above, it being specified that the entirety of the paid-in share premiums and other informal contributions shall be allocated to the A Shares."

Fifth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to amend article 23 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 23. Financial rights of the B Shares.** In addition to the political rights conferred on them by law and the bylaws of the Company, the financial rights of the ADP AIL IX (the Rights to ADP AIL IX's Proceeds) are described below.

For the purposes of this article 23 and of article 24, words and phrases starting with a capital letter shall have the meaning assigned to them in article 25.

The ADP AIL IX will be entitled, as a whole, upon the occurrence of the following events, to financial rights calculated as follows (it being understood that apart from the following cases, the ADP AIL IX will not receive any financial rights):

(a) upon the occurrence of an ADP AIL X Trigger: the ADP AIL IX will give right in the form of a dividend or in the form of a share in the liquidation proceeds when the ADP AIL X Trigger is followed by an AIL IX Liquidation, to an amount equal to the Rights to ADP AIL X's Proceeds;

(b) upon the occurrence of an ADP AIL IX Trigger: the ADP AIL IX will give right to an amount calculated by applying the following formula and which will be due in the form of (a) a share of the sale price attributable to the ADP AIL IX when the ADP AIL IX Trigger is a Change in Control or (b) a dividend when the ADP AIL IX Trigger is a distribution of dividend by AIL IX or lastly (c) in the form of a share of the liquidation proceeds when the ADP AIL IX Trigger is a Liquidation:

Rights to ADP AIL IX's Proceeds = Total ADP Proceeds - ADP Intermediary Collections

Where:

- Total ADP Proceeds means an amount in euro calculated by multiplying (a) the aggregate subscription amount of the B Shares held by the Managers by (b) a ADP Multiple determined according to the table below based on the Gross Antin Multiple calculated in the event of the ADP AIL IX Trigger.

Gross Antin Multiple	<0.5x	0.5x-1x	1x-1.6x	1.6x	1.81x	2.05x	2.25x	2.46x	2.62x	>2.62x
ADP Multiple	0x	0.5x-1x	1x	1x	1.80x	3x	5x	8x	10x	Increases proportionally to the Gross Antin Multiple

In the case of a Gross Antin Multiple strictly included in between the figures indicated in the table above, the ADP Multiple is calculated by linear interpolation.

As an exception to the above, in the event that the ADP AIL IX Trigger would be a Change in Control which occurred:

- before December 31, 2014 in favor of a Related Entity (as defined under the term "Entité Liée" in the Shareholders' Agreement): the ADP Multiple will be equal to whichever is greater between (i) the Gross Antin Multiple, (ii) the ADP Multiple according to the table above and (iii) 1.5x;

- before December 31, 2014 in favor of an entity other than the Related Entity: the ADP Multiple will be equal to whichever is greater between (i) the Gross Antin Multiple and (ii) the ADP Multiple according to the table above.

And where:

- ADP Intermediary Collections means the sum of all Collection perceived, if any, by the ADP AIL IX holders from the date of issuance of the ADP AIL IX and until the date of the ADP AIL IX Trigger (or their predecessors from the date of issuance of the ADP AIL IX) plus the amount of preferred dividends to which the ADP AIL IX would have been entitled under previous ADP AIL IX Triggers.

In the event where the ADP AIL IX Trigger is a Collection by the Financial Investor that would not occur in the context of an Exit, the Managers, as ADP AIL IX holders may decide (at a majority in voting rights attached to their ADP AIL IX) that (i) the ADP AIL IX will receive a dividend of an equal amount to the Rights to ADP AIL IX's Proceeds calculated in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger or that (ii) the ADP AIL IX will benefit from a right to receive a preferred dividend in an amount equivalent until the Exit (the latter not bearing any interest).

It is specified for the avoidance of doubt, that regardless of the circumstances under which the ADP AIL IX will give access to financial rights, the sum of all Collections that the ADP AIL IX holders shall be entitled to receive from the date of issuance of the ADP AIL IX until the sale or repurchase of the ADP AIL IX shall not exceed the amount of the Total ADP Proceeds."

Sixth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to adjoin a new article 24 to the Articles, which shall be worded as follows:

" **Art. 24. Automatic conversion.** In the event where the ADP AIL IX Trigger is an Initial Public Offering or a Change in Control under which the Managers do not exercise their Total Tag Along Right (as defined under the term "Droit de Cession Conjointe Totale" in the Shareholders' Agreement) and where the Financial Investor does not exercise his Drag Along Right, the ADP AIL IX will automatically convert into common shares as follows.

All the ADP AIL IX will be converted into a total number of common shares equal to the result of the following formula:

$$NAO = VADP / \text{Price of the Transaction}$$

Where:

NAO means the number of common shares issued by the conversion of all ADP AIL IX; and

VADP means the Rights to ADP AIL IX's Proceeds in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger (excluding, for the avoidance of doubt, the ADP Intermediary Collections);

Price of the Transaction means the value of an AIL IX common share as part of the relevant transaction (either the Initial Price in the case of an Initial Public Offering, or the unit price of an AIL IX common share under the Change in Control)."

Seventh resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to adjoin a new article 25 to the Articles, which shall be worded as follows:

" **Art. 25. Definitions.** ADP AIL IX means the preference shares issued by AIL IX and subscribed by the Managers;

ADP AIL X means the preference shares issued by AIL X and subscribed by AIL IX;

ADP Multiple means, on the date of the ADP AIL IX Trigger, the sum of all Collections related to the ADP AIL IX divided by the sum of all Disbursement related to the ADP AIL IX;

AIL IX means the Company;

AIL X means Antin Infrastructure Luxembourg X S.A., a public limited company (société anonyme) established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered under Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 172.547;

Associate means any shareholders or holders of other securities of a Group Company as well as any entity or person that consented to a loan or an advance for a Group Company;

ADP AIL IX Trigger means the occurrence of a Collection by the Financial Investor, provided that the sum of the Financial Investor's Collections up to such date (including, the Collection relating to the relevant ADP AIL IX Trigger) allows it to make a Gross Antin Multiple equal to at least 0.5x;

ADP AIL IX's Proceeds has the meaning ascribed to such term, and is calculated in accordance with the rules set out, in the articles of association of AIL X;

Change in Control means any transaction (particularly a transfer of shares) after which the Financial Investor ceases to own directly or indirectly at least 50.1% of the share capital or voting rights of AIL IX;

Collection means, relatively to an Associate, all amounts received by the Associate (i) from a Group Company for the payment of dividends, a reduction of capital, a redemption, a buyback, interests, a bonus or the repayment of a loan or advance and (ii) those resulting from the transfer by the Associate of shares, securities or loans held in one of the Group Companies until the date of completion of an Exit;

Disbursement means, relatively to an Associate, all amounts paid by the Associate to acquire or subscribe for shares or other securities of a Group Company or to make an advance or a loan to a Group Company, and generally, all payments made to a Group Company by the Associate until the date of completion of an Exit;

Exit means indifferently a Change in Control, an Initial Public Offering or a Liquidation.

Financial Investor means Antin Infrastructure Partners FCPR, a joint ownership of securities (fonds commun de placement à risques), represented by its management company, Antin Infrastructure SAS, with a share capital of EUR1,380,000, having its registered office at 374, rue Saint Honoré, 75001 Paris (France), registered under 487 530 677 RCS Paris;

FPS Towers means FPS Towers, a simplified stock company (société par actions simplifiée) established under the laws of France, with a share capital of EUR34,576,270, having its registered office at 60, rue Etienne Dolet, 92240 Malakoff (France), registered under 538 419 052 RCS Nanterre;

Gross Antin Multiple means, at the date of a given ADP AIL IX Trigger, the sum of all the Financial Investor's Collections divided by the sum of all the Financial Investor's Disbursements.

It is specified, to calculate the Gross Antin Multiple, that:

(i) the Gross Antin Multiple will be calculated before any allocation of the proceeds to the ADP AIL IX (therefore the Financial Investor's Collections will be calculated based on the assumption that the Rights to ADP AIL IX's Proceeds are equal to zero, any flow that may be received by the holders of ADP AIL IX before the relevant ADP AIL IX Trigger shall be restated as if it had not been received);

(ii) in the event of an Initial Public Offering, if the Financial Investor retains some of its shares or other securities, they will be deemed to have assigned all these shares or other securities at a price per share equal to the Initial Price;

(iii) in the event of a Change in Control in which the Financial Investor retains a portion of its shares or other securities, the Financial Investor will be deemed to have assigned, at the date of the Change in Control, all these shares or other securities at a price per share equal to the price per share emerging from the transaction of the Change in Control;

(iv) the commissions or management fees paid to the Financial Investor (if any) will be included in the Financial Investor's Collections (for their amount net of taxes);

(v) will be deducted from the Financial Investor's Collection the amount of all expenses, fees and other outgoings for external advice related to the acquisition, holding and management, or the transfer of AIL IX, AIL X and FPS Towers' shares or securities, payable immediately or in the future, which will reduce the net amount received by the Financial Investor;

(vi) in the event that the ADP AIL IX Trigger is an Exit and where the Financial Investor would have made a Disbursement less than 12 months before the completion date of an Exit (a Short Term Disbursement), then (a) the amount of this Short Term Disbursement will not be taken into account in the sum of the Financial Investor's Disbursements and (b) will be deducted from the Financial Investor's Collections an amount equal to the Short Term Disbursement increased by an 8% interest per annum calculated prorata temporis between the date of the Short Term Disbursement and the date of completion of the Exit; and

(vii) in the event where the Financial Investor has received, after the date of issuance of ADP AIL IX, a Disbursement followed by a Collection (of a kind referred to in (i) the definition of "Collection" above) less than 12 months after the date of this Disbursement, then (a) the Disbursement in question will be reduced by an amount (the Reduction Amount) equal to the share of the relevant Disbursement which exceeds 5% of the all Disbursements and (b) will be deducted from the Financial Investor's Collections an amount equal to the Reduction Amount increased by a 8% interest per annum calculated prorata temporis between the date of the relevant Disbursement and the date of the relevant Collection.

Group Company means AIL IX, AIL X, FPS Towers or any other company controlled, directly or indirectly by FPS Towers and Group Companies means all of these companies;

Indirect Loss of Control means any event for which AIL IX ceases to hold at least 50.1% of the share capital or voting rights of AIL X;

Initial Price means the fixed price for the issuance of new shares to the public or the transfer of all or part of its existing shares as part of an Initial Public Offering;

Initial Public Offering means the admission of all or part of AIL IX on a regulated or organized market, in France or an equivalent foreign market;

Liquidation means the liquidation of AIL IX following an Indirect Loss of Control; and

Managers means (i) Mr Frédéric Zimer, born on 8 September 1957 in Neuilly-sur-Seine (France), residing in France at 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff, (ii) Mr Didier Quillot, born on 18 May 1959 in Mas Grenier (France), residing in France at 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret, (iii) Mr Cédric Lépolard, born on 24 March 1979 in Château Thierry (France), residing in France at 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret, (iv) Mr Bruno Quennesson, born on 9 March 1962 in Puteaux (France), residing in France at 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre, (v) Mr Pierre Cassier, born on 27 October 1972 in Paris (France), residing in France at 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon and (vi) DQ Conseil (a simplified stock company (société par actions simplifiée) established under the laws of France, having its registered office at 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), registered under 537 673 972 R.C.S. Paris); and

Shareholders' Agreement means the agreement entered into by the holders of the A Shares and the holders of the B Shares to govern their relationships."

Eighth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder of the Company resolves to adjoin a new article 26 to the Articles, which shall be worded as follows:

" **Art. 26. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915."

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the existing shares of the Company into class A shares. The share capital of the Company will henceforth be composed as follows:

113,603 shares are converted into 113,603 class A shares.

Currently, all shares of all classes are held by the Sole Shareholder.

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolves:

(i) to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 2,490 (two thousand four hundred ninety euro) in order to raise it from its previous amount of EUR 1,136,030 (one million one hundred thirty-six thousand thirty euro), represented by 113,603 (one hundred thirteen thousand six hundred three) class A shares, having a par value of EUR 10 (ten euro) each, to an amount of EUR 1,138,520 (one million one hundred thirty-eight thousand five hundred twenty euro), represented by 113,852 (one hundred thirteen thousand eight hundred fifty-two) ordinary shares, having a par value of EUR 10 (ten euro) each, divided into 2 (two) classes; and

(ii) to issue 249 (two hundred forty-nine) new class B shares, each share having a par value of EUR 10 (ten euro) (the New B Shares).

The Sole Shareholder resolves that the New B Shares shall be offered for subscription at this Meeting to (i) Mr Frédéric Zimer, born on 8 September 1957 in Neuilly-sur-Seine (France), residing in France at 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff, (ii) Mr Didier Quillot, born on 18 May 1959 in Mas Grenier (France), residing in France at 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret, (iii) Mr Cédric Lépolard, born on 24 March 1979 in Château Thierry (France), residing in France at 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret, (iv) Mr Bruno Quennesson, born on 9 March 1962 in Puteaux (France), residing in France at 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre, (v) Mr Pierre Cassier, born on 27 October 1972 in Paris (France), residing in France at 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon and (vi) DQ Conseil, a simplified stock company (société par actions simplifiée) established under the laws of France, having its registered office at 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), registered under 537 673 972 R.C.S. Paris), as follows,

subject to the waiver of its pre-emptive rights, to the extent required, by the Sole Shareholder of the Company:

Mr Frédéric Zimer, 140 (one hundred forty) New B Shares;

Mr Didier Quillot, 30 (thirty) New B Shares;

Mr Cédric Lépolard, 15 (fifteen) New B Shares;

Mr Bruno Quennesson, 24 (twenty-four) New B Shares;

Mr Pierre Cassier, 10 (ten) New B Shares; and

DQ Conseil, 30 (thirty) New B Shares.

The Sole Shareholder further resolves that the New B Shares shall be subscribed and fully paid in cash for a subscription price per New B Share of EUR 5,000 (five thousand euro) and that the issuance of the New B Shares shall be effective immediately before the amendment of the Articles to reflect the issuance of the New B Shares.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder resolves to waive its pre-emptive rights in favour of Mr Frédéric Zimer, Mr Didier Quillot, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quennesson, Mr Pierre Cassier and DQ Conseil to the extent required for the purpose of the issuance of the New B Shares, as set out under the tenth resolution.

Twelfth resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following interventions for the subscription to the New B Shares and the full payment of the subscription price of the New B Shares, as follows:

Interventions - Subscription - Payment

1) Mr Frédéric Zimer declares to subscribe in cash to 140 (one hundred forty) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 700,000 (seven hundred thousand euro);

2) Mr Didier Quillot declares to subscribe in cash to 30 (thirty) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 150,000 (one hundred fifty thousand euro);

3) Mr Cédric Lépolard declares to subscribe in cash to 15 (fifteen) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 75,000 (seventy-five thousand euro);

4) Mr Bruno Quennesson declares to subscribe in cash to 24 (twenty-four) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 120,000 (one hundred twenty thousand euro);

5) Mr Pierre Cassier declares to subscribe in cash to 10 (ten) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 50,000 (fifty thousand euro), and

6) DQ Conseil declares to subscribe in cash to 30 (thirty) New B Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 150,000 (one hundred fifty thousand euro),

each being represented by Mr Franz Kerger, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal, signed and attached to this deed.

The Meeting acknowledges that the cash payments in consideration for the issuance of the New B Shares in the aggregate amount of EUR 1,245,000 (one million two hundred forty-five thousand euro) are allocated as follows:

(i) an amount of EUR 2,490 (two thousand four hundred ninety euro) to the share capital account; and

(ii) an amount of EUR 1,242,510 (one million two hundred forty-two thousand five hundred ten euro) to the share premium account.

The aggregate amount of EUR 1,245,000 (one million two hundred forty-five thousand euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate issued by BGL BNP Paribas on October 31st, 2013 confirming the availability of the subscription amounts on the Company's bank account and the notary expressly bears witness to it.

Thirteenth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any director of the Company and any lawyer of Allen & Overy Luxembourg, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly created shares classes in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Fourteenth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Meeting resolves to amend article 5 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The share capital is set at EUR 1,138,520 (one million one hundred f thirty-eight thousand five hundred twenty euro) consisting of 113,852 (one hundred thirteen thousand eight hundred fifty-two) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 10 (ten euro) each, which are fully paid-up and divided into classes as follows:

1. 113,603 class A shares (the A Shares); and
2. 249 class B shares (the B Shares).

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 22 below.

In the case of an issuance of shares in consideration for a payment in cash or an issuance in consideration for a payment in cash of those instruments covered in article 32-4 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), including, without limitation, convertible bonds that entitle their holders to subscribe for or to be allocated with shares, the shareholders shall have pro rata pre-emptive rights with respect to any such issuance in accordance with the Companies Act.

The Board is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the Board, within the limit prescribed by Luxembourg law. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a "capital surplus" account in accordance with Luxembourg law.

In addition, the General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account referred to in the above paragraph.

The authorised capital of the Company is set at EUR 200,000,000 (two hundred million euro) represented by maximum of 20,000,000 (twenty million) shares, each with a nominal value of EUR 10 (ten euro).

The Board is authorised, during a period starting on 26 October 2012, and expiring on the fifth anniversary of such date (the Period), to increase the current share capital up to the amount of the authorised capital, in whole or in part from time to time, (i) by way of issuance of shares in consideration for a payment in cash, (ii) by way of issuance of shares in consideration for a payment in kind and (iii) by way of capitalisation of distributable profits and reserves, including share premium and capital surplus, with or without an issuance of new shares.

The Board is authorised to determine the terms and conditions attaching to any subscription and issuance of shares pursuant to the authority granted under this Article 5, including by setting the time and place of the issue or the successive issues of shares, the issue price, with or without a share premium, and the terms and conditions of payment for the shares under any documents and agreements including, without limitation, convertible loans, option agreements or stock option plans.

The Board is authorised to (i) during the Period, (a) issue convertible bonds, or any other convertible debt instruments, bonds carrying subscription rights or any other instruments entitling their holders to subscribe for or be allocated with shares, including convertible bonds (the Instruments), and (b) issue shares subject to and effective as of the exercise of the rights attached to the Instruments, until, with respect to both items (a) and (b), the amount of increased share capital that would be reached as a result of the exercise of the rights attached to the Instruments is equal to the authorised share capital, and (ii) issue shares pursuant to the exercise of the rights attached to the Instruments until the amount of increased share capital resulting from such issuance of shares is equal to the authorised share capital, at any time, whether or not during the Period; provided that the Instruments are issued during the Period. The shares to be issued following the exercise of the rights attached to the Instruments may be carried out by a payment in cash, a payment in kind or a capitalisation of distributable profits and reserves, including share premium and capital surplus.

The Board is authorised to determine the terms and conditions of the Instruments, including the price, the interest rate, the exercise rate, conversion rate or the exchange rate, and the repayment conditions, and to issue such Instruments.

The Board is authorised to (i) cancel or limit the pre-emptive rights of the shareholders set out in the Companies Act, as reflected in this Article 5, in connection with an issue of new shares and Instruments and (ii) cancel or limit the rights of the shareholders to be treated equally for the allocation of (a) shares to be issued by way of capitalisation of distributable profits and distributable reserves, including share premium and capital surplus, under any documents and agreements including, without limitation, convertible loans, option agreements or stock option plans and pursuant to the exercise of the rights attached to the Instruments, within the limit set forth under Luxembourg law.

Article 5 of the Articles shall be amended so as to reflect each increase in share capital pursuant to the use of the authorisation granted to the Board under this Article 5 and the Board shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of the recording of such increase and the consequential amendments to the Articles before a notary."

Declaration

The undersigned notary declares that, in accordance with article 32-1 of the law dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, (the Companies Act) the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 (with the terms of article 26-1 paragraph (2) being not applicable as no contribution for assets other than cash was made at this Meeting) of the Companies Act, have been fulfilled, and expressly bears witness to their fulfilment.

There being no further business on the Agenda of the Meeting, the Meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,900 (two thousand nine hundred euro).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The deed having been read to the Meeting and the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente et un octobre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg.

A comparu:

Antin Infrastructure Partners FCPR, un fonds commun de placement à risques, tel que défini à l'article L 214-20 du code monétaire et financier, ayant son siège au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris,

représenté par Antin Infrastructure Partners SAS, sa société de gestion, ayant son siège social au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 487 530 677, représentée par Mr Alain Rauscher, Président de Antin Infrastructure Partners SAS, ayant son adresse professionnelle au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, (l'Actionnaire Unique),

ici représentée par Me Franz Kerger, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Paris (France) le 30 octobre 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera également annexée au présent acte.

L'Actionnaire Unique, en la capacité en vertu de laquelle il agit, a demandé au notaire instrumentant de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de la société anonyme dénommée Antin Infrastructure Luxembourg IX, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.441, organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (la Société). La Société a été constituée selon acte du notaire instrumentant du 26 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2901 du 29 novembre 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant daté du 25 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1502 du 25 juin 2013.

L'Actionnaire Unique reconnaît que la présente assemblée (l'Assemblée) est régulièrement constituée et peut valablement décider sur son ordre du jour (l'Agenda):

Agenda

1. Création de deux classes d'actions dénommées «classe A» et «classe B»;
2. Modification de l'article 6 des Statuts;
3. Modification de l'article 20 des Statuts;
4. Modification de l'article 21 des Statuts;
5. Modification de l'article 23 des Statuts;
6. Adjonction d'un nouvel article 24 aux Statuts;
7. Adjonction d'un nouvel article 25 aux Statuts;
8. Adjonction d'un nouvel article 26 aux Statuts;
9. Conversion des actions existantes en actions de classe A;
10. Décision (i) d'augmenter le capital de la Société d'un montant de 2.490 (deux mille quatre cent quatre-vingt-dix euros), pour le faire passer de son montant actuel de EUR 1.136.030 (un million cent trente-six mille trente euros) à un montant de 1,138,520 (un million cent trente-huit mille cinq cent vingt euros) et (ii) d'émettre 249 (deux cent quarante-neuf) nouvelles actions de classe B, d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune;
- Offre des nouvelles actions de classe B à la souscription par Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Didier Quillot, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quennesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Conseil, pour un prix de souscription par action de EUR 5.000 (cinq mille euros);
11. Renonciation par l'Actionnaire Unique à son droit préférentiel de souscription relatif à l'augmentation de capital social mentionnée au point (10) ci-dessus en faveur de Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Didier Quillot, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quennesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Conseil;
12. Souscription en numéraire aux nouvelles actions de classe B mentionnées au point (10) ci-dessus par Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Didier Quillot, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quennesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Conseil et libération intégrale du prix de souscription par action de EUR 5.000 (cinq mille euros);
13. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements effectués ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou tout avocat ou salarié d'Allen & Overy Luxembourg, afin

d'effectuer au nom de la Société, par sa seule signature, pour le compte de la Société, l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société; et

14. Modification consécutive de l'article 5 des Statuts afin d'y refléter la création des actions de classe A et de classe B mentionnée au point (1) ci-dessus, la conversion des actions existantes en actions de classe A mentionnée au point (9) ci-dessus et l'augmentation de capital social de la Société mentionnée au point (10) ci-dessus.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de créer deux différentes classes d'actions dénommées «actions de classe A» et «actions de classe B».

Toutes les actions resteront des actions ordinaires.

Les actions de classe A donneront droit à leurs détenteurs à la portion des bénéfices distribuables de la Société qui n'est pas attribuée aux actions de classe B par application de l'article 20 des Statuts.

Les actions de classe B donneront droit à leurs détenteurs en priorité à une portion des bénéfices distribuables de la Société qui leur est attribuable par application des articles 20 des Statuts.

Les pertes de la Société seront attribuées en priorité aux actions de classe A. Tous les coûts supportés par la Société seront alloués aux actions de classe A.

Lors de la liquidation de la Société, les actions de classe A et les actions de classe B donneront droit à leurs détenteurs aux produits résultant de la liquidation de la Société, attribués entre les deux classes d'actions en accord avec l'article 20 des Statuts.

Deuxième résolution

En conséquence de la première résolution, l'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 6 des Statuts afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 6. Actions.** Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre de(s) actionnaire(s) est tenu au siège social de la Société où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de tout actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pour une période commençant le 26 octobre 2012 et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, à racheter des actions de la Société selon les modalités stipulées ci-dessous. Cette autorisation est accordée au Conseil d'Administration en vertu de l'article 49-2 de la Loi de 1915.

Le Conseil d'Administration est autorisé à racheter les actions de la Société par tout moyen, y compris et sans restriction en concluant des contrats de rachat d'actions, des contrats d'option et des contrats d'échange, contre un paiement en numéraire ou un paiement en nature, suivant les conditions devant être définies par le Conseil d'Administration, à la condition que:

(i) le nombre maximum d'actions de la Société pouvant être rachetées en vertu de la présente autorisation soit égal au nombre d'actions de la Société restantes moins le nombre d'actions de la Société représentant le capital social minimum exigé par la Loi de 1915 pour les sociétés anonymes;

(ii) le prix de rachat des Actions A, qu'il soit payé en numéraire ou en nature, soit de EUR 10 (dix euros) par action rachetée; et

(iii) le prix de rachat des Actions B, qu'il soit payé en numéraire ou en nature, soit déterminé par application des principes exposés à l'article 23 ci-dessous.

Les rachats d'actions seront effectués au moyen des réserves distribuables (y inclus la prime d'émission et le capital surplus) ainsi que sur les bénéfices disponibles à cet effet, conformément à l'article 49-2 de la Loi de 1915.

Les actions de la Société rachetées peuvent ou non être annulées par une résolution de l'Assemblée Générale prise conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Une fois rachetées et tant que les actions de la Société sont détenues en portefeuille par la Société, les actions n'auront aucun droit de vote et les droits aux dividendes ou au boni de liquidation seront suspendus.

Le Conseil d'Administration prendra toutes les mesures nécessaires ou autorisera toute personne à prendre les mesures nécessaires en conséquence du rachat des actions de la Société, y compris, entre autres, l'inscription dudit rachat dans les registres des actionnaires de la Société.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Au cas où une action appartiendrait à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société.»

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide de modifier l'article 20 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 20. Affectation des Bénéfices.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

Le bénéfice net annuel de la Société non affecté à la réserve légale est alloué entre les Actions A et les Actions B en accord avec les principes suivants:

(i) aux Actions B, il est attribué un droit à un dividende préférentiel déterminé en accord avec ce qui est prévu à l'article 23 des présents Statuts; et

(ii) aux Actions A, il est attribué le bénéfice net annuel de la Société qui n'est pas attribué aux Actions B. Les pertes nettes annuelles subies par la Société seront attribuées en priorité aux Actions A.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du bénéfice net annuel alloué aux Actions A et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société. L'Assemblée Générale sera tenue de faire distribuer automatiquement le bénéfice net annuel de la Société qui est alloué aux Actions B, une telle distribution devant dans tous les cas être mentionnées dans la convocation à l'Assemblée Générale faite en accord avec l'article 10, excepté (i) dans la mesure où une telle distribution serait contraire à l'intérêt social de la Société ou (ii) dans le cas où des détenteurs d'Actions B ont fait aux détenteurs des Actions A une demande de mise en réserve de la portion du bénéfice net de la Société qui leur est attribuable au moins 2 (deux) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale (mais après réception de la convocation à l'Assemblée Générale), pour la portion du bénéfice net de la Société attribuable auxdits détenteurs d'Actions B.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.»

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide de modifier l'article 21 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 21. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 23 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

La distribution d'un éventuel boni de liquidation sera faite en accord avec l'article 20, étant précisé que l'intégralité des primes d'émissions et autres contributions informelles sera attribuée aux Actions A.»

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide de modifier l'article 23 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 23. Droits financiers des Actions B.** Outre les droits politiques qui leur sont attribués par la loi et les statuts de la Société, les droits financiers des ADP AIL IX (les Droits aux Produits des ADP AIL IX) sont décrits ci-après.

Pour les besoins du présent article et de l'article 24, les mots et expressions commençant par une majuscule ont le sens qui leur est attribué à l'article 25.

Les ADP AIL X donneront droit, dans leur ensemble, dans les cas suivants, à des montants calculés comme suit (étant précisé qu'en dehors des cas visés ci-après, les ADP AIL IX ne bénéficieront d'aucun droit financier):

a) lors de la survenance d'un Cas de Déclenchement ADP AIL X: les ADP AIL IX donneront droit, sous forme de dividende ou sous forme de quote-part dans le boni de liquidation lorsque le Cas de Déclenchement ADP AIL X est suivi d'une Liquidation d'AIL IX, à un montant égal aux Droits aux Produits des ADP AIL X;

b) lors de la survenance d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX: les ADP AIL IX donneront droit à un montant qui sera calculé par application de la formule suivante et qui sera dû sous forme (a) de quote-part du prix de cession revenant aux ADP AIL IX lorsque le Cas de Déclenchement ADP AIL IX est un Changement de Contrôle ou (b) de dividende lorsque le Cas de Déclenchement ADP AIL IX est une distribution de dividende par AIL IX ou enfin (c) sous forme de quote-part dans le boni de liquidation lorsque le Cas de Déclenchement ADP AIL IX est une Liquidation:

Droits aux Produits des ADP AIL IX = Produits Totaux ADP -Encaissements ADP Intermédiaires

Où:

- Produits Totaux ADP désigne un montant en euros calculé en multipliant (a) le montant total de souscription des Actions B détenues par les Cadres, par (b) un Multiple ADP déterminé conformément au tableau ci-dessous selon le Multiple Antin Brut calculé à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX.

Multiple Antin Brut	<0.5x	0.5x-1x	1x-1.6x	1.6x	1.81x	2.05x	2.25x	2.46x	2.62x	>2.62x
Multiple ADP	0x	0.5x-1x	1x	1x	1.80x	3x	5x	8x	10x	Augmentation proportionnelle à celle du Multiple Antin Brut

En cas de Multiple Antin Brut strictement compris entre les bornes indiquées dans le tableau ci-dessus, le Multiple ADP sera calculé par interpolation linéaire.

Par exception à ce qui précède, dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX serait un Changement de Contrôle qui interviendrait:

- avant le 31 décembre 2014 au profit d'une Entité Liée (tel que ce terme est défini dans le Pacte): le Multiple ADP sera égal au plus élevé entre (i) le Multiple Antin Brut, (ii) le Multiple ADP conformément au tableau qui précède et (iii) 1,5x;

- avant le 31 décembre 2014 au profit d'une entité autre qu'une Entité Liée: le Multiple ADP sera égal au plus élevé entre (i) le Multiple Antin Brut et (ii) le Multiple ADP conformément au tableau qui précède.

Et où:

- Encaissements ADP Intermédiaires désigne la somme de tous les Encaissements perçus, le cas échéant, par les porteurs d'ADP AIL IX depuis la date d'émission des ADP AIL IX et jusqu'à la date du Cas de Déclenchement ADP AIL IX (ou leurs prédécesseurs depuis la date d'émission des ADP AIL IX) augmentée du montant du dividende prioritaire auquel donneraient droit les ADP AIL IX au titre de Cas de Déclenchement ADP AIL IX antérieurs.

Dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX serait un Encaissement par l'Investisseur Financier qui n'interviendrait pas à l'occasion d'une Sortie, les Cadres, en tant que porteurs d'ADP AIL IX pourront décider, à la majorité du nombre de voix attachées à leurs ADP AIL IX, que (i) les ADP AIL IX percevront un dividende d'un montant égal aux Droits aux Produits des ADP AIL IX tels que calculés à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné ou que (ii) les ADP AIL IX bénéficieront d'un droit à percevoir un dividende prioritaire d'un montant équivalent jusqu'à la Sortie (ce dernier ne portant pas intérêt).

Il est précisé afin d'éviter toute ambiguïté, que quelles que soient les circonstances dans lesquelles les ADP AIL IX donneront accès à des droits financiers, la somme de l'ensemble des Encaissements que les porteurs d'ADP AIL IX pourront recevoir entre la date d'émission des ADP AIL IX et la cession ou le rachat des ADP AIL IX, ne pourra excéder un montant total supérieur aux Produits Totaux ADP.»

Sixième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide d'adopter un nouvel article 24 aux Statuts, et de lui donner la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 24. Conversion Automatique des ADP AIL IX.** Dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX serait une Introduction en Bourse ou un Changement de Contrôle dans le cadre duquel les Cadres n'exerceraient pas leur Droit de Cession Conjointe Totale (tel que ce terme est défini dans le Pacte) et où l'Investisseur Financier n'exercerait pas son Droit de Cession Forcée, les ADP AIL IX seront automatiquement converties en actions ordinaires selon les modalités suivantes.

Toutes les ADP AIL IX seront converties en un nombre total d'actions ordinaires égal au résultat de la formule suivante:

$NAO = VADP / \text{Prix de l'Opération}$

Où:

NAO désigne le nombre d'actions ordinaires émises par conversion de toutes les ADP AIL IX; et

VADP désigne les Droits aux Produits des ADP AIL IX à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné (en excluant, afin d'éviter toute ambiguïté, les Encaissements ADP Intermédiaires); et

Prix de l'Opération désigne la valeur d'une action ordinaire d'AIL X dans le cadre de l'opération concernée (soit le Prix d'Introduction en cas d'Introduction en Bourse, ou le prix unitaire d'une action ordinaire d'AIL IX dans le cadre du Changement de Contrôle).»

Septième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide d'adopter un nouvel article 25 aux Statuts, et de lui donner la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 25. Définitions.** ADP AIL IX désigne les Actions B émises par AIL IX et souscrites par les Cadres;

ADP AIL X désigne les Actions B émises par AIL X et souscrites par AIL IX;

AIL IX désigne la Société;

AIL X désigne Antin Infrastructure Luxembourg X S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B172.547;

Associé signifie tout titulaire d'actions ou autres valeurs mobilières d'une Société du Groupe ainsi que toute entité ou personne ayant consenti à une Société du Groupe un prêt ou une avance;

Cadres désigne (i) Monsieur Frédéric Zimer, né le 8 septembre 1957 à Neuilly-sur-Seine (France), résidant en France au 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff, (ii) Monsieur Didier Quillot, né le 18 mai 1959 à Mas Grenier (France), résidant en France au 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret, (iii) Monsieur Cédric Lépolard, né le 24 mars 1979 à Château Thierry (France), résidant en France au 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret, (iv) Monsieur Bruno Quennesson, né le 9 mars 1962 à Puteaux (France), résidant en France au 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre, (v) Monsieur Pierre Cassier, né le 27 octobre 1972 à Paris (France), résidant en France au 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon et (vi) DQ Conseil (une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège au 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), enregistrée sous le numéro 537 673 972 R.C.S. Paris);

Cas de Déclenchement ADP AIL IX désigne la survenance d'un Encaissement par l'Investisseur Financier dès lors que la somme des Encaissements de l'Investisseur Financier jusqu'à cette date (incluant l'Encaissement relatif aux Cas de Déclenchement des ADP AIL IX) lui permet de réaliser un Multiple Antin Brut au moins égal à 0,5x;

Changement de Contrôle désigne toute opération (en particulier un transfert de titres) à l'issue de laquelle l'Investisseur Financier cesserait de détenir directement ou indirectement au moins 50,1% du capital social ou des droits de vote d'AIL IX;

Décaissements signifie, relativement à un Associé, toutes les sommes en numéraire versées par ledit Associé pour acquérir ou souscrire à des actions ou autres valeurs mobilières d'une Société du Groupe ou pour consentir des avances ou prêts à une Société du Groupe, et plus généralement, tout paiement fait aux Sociétés du Groupe par ledit Associé jusqu'à la date de réalisation d'une Sortie;

Droits aux Produits des ADP AIL X a le sens qui lui est attribué, et est calculé conformément aux règles fixées, dans les statuts d'AIL X;

Encaissements signifie, relativement à un Associé, toutes les sommes en numéraire reçues par ledit Associé (i) en provenance d'une Société du Groupe au titre du paiement de dividendes, réduction de capital, amortissement, rachat d'actions, intérêts, prime ou remboursement de prêt et (ii) celles résultant de la cession par ledit Associé des actions, valeurs mobilières ou prêts détenus dans une Société du Groupe jusqu'à la date de réalisation d'une Sortie;

FPS Towers désigne FPS Towers, société par actions simplifiée de droit français au capital de 34.576.270 €, dont le siège social est situé 60 Rue Etienne Dolet, 92240 Malakoff (Luxembourg), identifiée sous le numéro 538 419 052 RCS Nanterre;

Investisseur Financier désigne Antin Infrastructure Partners FCPR, fonds commun de placement à risques, représenté par sa société de gestion, Antin Infrastructure SAS, au capital de 1.380.000 €, dont le siège social est situé 374, Rue Saint Honoré, 75001 Paris, identifiée sous le numéro 487 530 677 RCS Paris;

Introduction en Bourse signifie l'admission de tout ou partie des actions d'AIL IX sur un marché réglementé ou organisé, français ou un marché équivalent à l'étranger;

Liquidation désigne la liquidation d'AIL IX faisant suite à une Perte de Contrôle Indirecte;

Multiple Antin Brut signifie, à la date d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX, la totalité des Encaissements de l'Investisseur Financier rapportée à la totalité des Décaissements de l'Investisseur Financier. Il est précisé, pour le calcul du Multiple Antin Brut, que:

(i) le Multiple Antin Brut sera calculé avant toute allocation de produits aux ADP AIL IX (les Encaissements de l'Investisseur financier seront donc calculés en supposant que les Droits aux Produits des ADP AIL IX sont égaux à zéro, tout flux éventuellement reçus par les porteurs d'ADP AIL IX avant le Cas de Déclenchement ADP AIL IX devant donc être retraité comme s'il n'avait pas été reçu);

(ii) en cas d'Introduction en Bourse, si l'Investisseur Financier conserve une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, ils seront réputés avoir cédé la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au Prix d'Introduction;

(iii) en cas de Changement de Contrôle dans le cadre duquel l'Investisseur Financier conserverait une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, l'Investisseur Financier sera réputé avoir cédé à la date du Changement de Contrôle la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au prix par action ressortant de l'opération de Changement de Contrôle;

(iv) les commissions ou management fees versés à l'Investisseur Financier (le cas échéant) seront compris dans les Encaissements de l'Investisseur Financier (pour leur montant hors taxe);

(v) sera déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier le montant de toutes les dépenses, frais et autres débours de conseils externes liés à l'acquisition, la détention et la gestion, ou la cession de titres d'AIL IX, AIL X et FPS Towers, payables immédiatement ou à terme, qui viendront réduire le montant net reçu par l'Investisseur Financier;

(vi) dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX est une Sortie et où l'Investisseur Financier aurait réalisé un Décaissement moins de 12 mois avant la date de réalisation d'une Sortie (un Décaissement Court Terme), alors (a)

le montant de ce Décaissement Court Terme ne sera pas pris en compte dans la somme des Décaissements de l'Investisseur Financier et (b) il sera également déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier un montant égal à ce Décaissement Court Terme augmenté d'un intérêt de 8% par an calculé prorata temporis entre la date du Décaissement Court Terme et la date de réalisation de la Sortie; et

(vii) dans l'hypothèse où l'Investisseur Financier aurait réalisé, après la date d'émission des ADP AIL IX, un Décaissement suivi d'un Encaissement (d'une nature visée au (i) de la définition d'«Encaissement» ci-dessus) moins de 12 mois après la date de ce Décaissement, alors (a) le Décaissement concerné sera réduit d'un montant (le Montant de la Réduction) égal à la quote-part de l'Encaissement concerné qui excède 5% de la totalité des Décaissements et (b) il sera également déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier un montant égal au Montant de la Réduction augmenté d'un intérêt de 8% par an calculé prorata temporis entre la date du Décaissement concerné et la date de l'Encaissement concerné.

Multiple ADP signifie, à la date d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX, la totalité des Encaissements liés aux ADP AIL IX rapportée à la totalité des Décaissements liés aux ADP AIL IX;

Pacte désigne le contrat conclu entre les détenteurs des Actions A et les détenteurs des Actions B pour gouverner leurs rapports.

Perte de Contrôle Indirecte désigne tout événement à raison duquel AIL IX cesserait de détenir au moins 50,1% du capital ou des droits de vote d'AIL X;

Prix d'Introduction signifie le prix fixé pour l'émission d'actions nouvelles auprès du public ou la cession de tout ou partie de ses actions existantes dans le cadre d'une Introduction en Bourse;

Société de Groupe signifie AIL IX, AIL X, FPS Towers ou tout autre société contrôlée, directement ou indirectement par FPS Towers et Sociétés de Groupe désigne l'ensemble de ces sociétés; et

Sortie désigne indifféremment un Changement de Contrôle, une Introduction en Bourse ou une Liquidation.»

Huitième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Actionnaire Unique de la Société décide d'adopter un nouvel article 26 aux Statuts, et de lui donner la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 26. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915.»

Neuvième résolution

L'Actionnaire Unique décide de convertir les actions existantes de la Société en actions de classe A. Le capital de la société sera donc composé comme suit:

113.603 actions sont converties en 113.603 actions de classe A.

Actuellement, toutes les actions de toutes les classes sont détenues par l'Actionnaire Unique.

Dixième résolution

L'Actionnaire Unique décide:

(i) d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 2.490 (deux mille quatre cent quatre-vingt-dix euros) afin de le porter de son montant précédent de EUR 1.136.030 (un million cent trente-six mille trente euros), représenté par 113.603 (cent treize mille six cent trois) actions de classe A, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, à un montant de EUR 1.138.520 (un million cent trente-huit mille cinq cent vingt euros), représenté par 113.852 (cent treize mille huit cent cinquante-deux) actions ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, divisée en 2 (deux) classes; et

(ii) d'émettre 249 (deux cent quarante-neuf) nouvelles actions de classe B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune (les Nouvelles Actions B).

L'Actionnaire Unique décide que les Nouvelles Actions B seront offertes à la souscription lors de cette Assemblée à (i) Monsieur Frédéric Zimer, né le 8 septembre 1957 à Neuilly-sur-Seine (France), résidant en France au 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff, (ii) Monsieur Didier Quillot, né le 18 mai 1959 à Mas Grenier (France), résidant en France au 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret, (iii) Monsieur Cédric Lépolard, né le 24 mars 1979 à Château Thierry (France), résidant en France au 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret, (iv) Monsieur Bruno Quennesson, né le 9 mars 1962 à Puteaux (France), résidant en France au 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre, (v) Monsieur Pierre Cassier, né le 27 octobre 1972 à Paris (France), résidant en France au 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon et (vi) DQ Conseil, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège au 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), enregistrée sous le numéro 537 673 972 R.C.S. Paris, de la manière suivante, sous réserve de la renonciation par l'Actionnaire Unique de la Société à son droit préférentiel de souscription dans la mesure requise:

Monsieur Frédéric Zimer, 140 (cent quarante) Nouvelles Actions B;

Monsieur Didier Quillot, 30 (trente) Nouvelles Actions B;

Monsieur Cédric Lépolard, 15 (quinze) Nouvelles Actions B;

Monsieur Bruno Quennesson, 24 (vingt-quatre) Nouvelles Actions

Monsieur Pierre Cassier, 10 (dix) Nouvelles Actions B; et
DQ Conseil, 30 (trente) Nouvelles Actions B.

L'Actionnaire Unique décide en outre que les Nouvelles Actions B seront souscrites et intégralement libérées en numéraire pour un prix de souscription par Nouvelle Action B de EUR 5.000 (cinq mille euros) et que l'émission des Nouvelles Actions B sera effective immédiatement avant la modification des Statuts reflétant l'émission des Nouvelles Actions B.

Onzième résolution

L'Actionnaire Unique décide de renoncer à son droit préférentiel de souscription en faveur de Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Didier Quillot, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quenesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Conseil dans la mesure requise aux fins de l'émission des Nouvelles Actions B, tel que décrite dans la dixième résolution.

Douzième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'accepter et d'enregistrer les interventions suivantes concernant la souscription aux Nouvelles Actions B et la libération intégrale du prix de souscription des Nouvelles Actions B, de la manière suivante:

Interventions - Souscription - Paiement

1) Monsieur Frédéric Zimer déclare souscrire en numéraire à 140 (cent quarante) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 700.000 (sept cent mille euros);

2) Monsieur Didier Quillot déclare souscrire en numéraire à 30 (trente) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 150.000 (cent cinquante mille euros);

3) Monsieur Cédric Lépolard déclare souscrire en numéraire à 15 (quinze) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 75.000 (soixante-quinze mille euros);

4) Monsieur Bruno Quenesson déclare souscrire en numéraire à 24 (vingt-quatre) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 120.000 (cent vingt mille euros);

5) Monsieur Pierre Cassier déclare souscrire en numéraire à 10 (dix) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 50.000 (cinquante mille euros); et

6) DQ Conseil déclare souscrire en numéraire à 30 (trente) Nouvelles Actions B, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 150.000 (cent cinquante mille euros).

L'Assemblée constate que les paiements en numéraire relatifs à l'émission des Nouvelles Actions B pour un montant total de EUR 1.245.000 (un million deux cent quarante-cinq mille euros) sont alloués comme suit:

(i) un montant de EUR 2.490 (deux mille quatre cent quatre-vingt-dix euros) est affecté au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de EUR 1.242.510 (un million deux cent quarante-deux mille cinq cent dix euros) est affecté au compte de prime d'émission.

Le montant total de EUR 1.245.000 (un million deux cent quarante-cinq mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été attesté auprès du notaire instrumentant par le certificat de blocage émis par BGL BNP Paribas, le 31 octobre 2013, confirmant la disponibilité du montant de souscription sur le compte bancaire de la Société, et le notaire le constate expressément.

Treizième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et tout avocat de Allen & Overy Luxembourg, afin d'effectuer pour le compte de la Société l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société et de prendre en charge toute formalité en relation avec ce point.

Quatorzième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à EUR 1.138.520 (un million cent trente-huit mille cinq cent vingt euros) représenté par 113.852 (cent treize mille huit cent cinquante-deux) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, lesquelles ont été intégralement libérées et sont divisées en différentes classes d'actions de la façon suivante:

1. 113.603 actions de classe A (les Actions A); et
2. 249 actions de classe B (les Actions B).

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 22 ci-après.

En cas d'émission d'actions par apport en numéraire ou en cas d'émission d'instruments qui entrent dans le champ d'application de l'article 32-4 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) et qui sont payés en numéraire, y compris et de manière non exhaustive, des obligations convertibles permettant à leur détenteur de souscrire à des actions ou de s'en voir attribuer, les actionnaires disposent de droits préférentiels de souscription au prorata de leur participation en ce qui concerne toutes ces émissions conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Le Conseil d'Administration est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles actions au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par le Conseil d'Administration et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles actions doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

De plus, l'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles actions, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus mentionné au paragraphe ci-dessus.

La capital autorisé de la Société est fixé à un montant de EUR 200.000.000 (deux-cent millions d'euros) représenté par un maximum de 20.000.000 (vingt millions) d'actions, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social existant jusqu'au montant de capital autorisé, en une ou plusieurs fois, au cours d'une période débutant le 26 octobre 2012 et se terminant au cinquième anniversaire de cette date (la Période) au moyen de (i) l'émission d'actions en raison d'apports en numéraire, (ii) l'émission d'actions en raison d'apports en nature, et (iii) l'incorporation des bénéfices et réserves distribuables, y inclus la prime d'émission et le capital surplus, avec ou sans émission de nouvelles actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé à définir les conditions applicables à toute souscription et émission d'actions conformément au pouvoir qui lui est conféré aux termes de cet Article 5, et notamment de déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives d'actions, le prix d'émission, l'existence ou non d'une prime d'émission, ainsi que les modalités de paiement des actions en vertu de tout document ou contrat y compris et de manière non-exhaustive un prêt convertible, un contrat d'option ou un plan d'options sur actions.

Le Conseil d'Administration est autorisé (i) durant la Période, (a) à émettre des obligations convertibles ou tous autres instruments de dettes convertible, des obligations assorties d'un droit de souscription et autres instruments permettant à leur détenteur de souscrire à des actions ou de se voir attribuer des actions, y compris des obligations convertibles (les Instruments), et (b) à émettre des actions sous la condition de l'exercice des droits attachés aux Instruments et dont l'émission est effective à compter de cet exercice jusqu'à ce que, en ce qui concerne chacun des points (a) et (b), le montant du capital social augmenté atteint en conséquence de l'exercice des droits attachés aux Instruments soit égal au capital autorisé, et (ii) à émettre des actions en raison de l'exercice des droits attachés aux Instruments jusqu'à ce que le montant du capital social augmenté atteint en conséquence d'une telle émission d'actions soit égal au capital autorisé, à tout moment, que ce soit pendant la Période ou en dehors de la Période, à la condition que les Instruments soient émis pendant la Période. Les actions devant être émises en conséquence de l'exercice des droits attachés aux Instruments peuvent être payées par un apport en numéraire, un apport en nature, ou au moyen de l'incorporation de bénéfice et de réserves distribuables, en ce compris la prime d'émission et le capital surplus.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions applicables aux Instruments, y compris le prix, le taux d'intérêt, le prix d'exercice, le taux de conversion ou le taux de change, ainsi que les modalités de remboursement, et il est autorisé à émettre lesdits Instruments.

Le Conseil d'Administration est autorisé (i) à supprimer ou limiter les droits préférentiels de souscription des actionnaires prévus par la Loi de 1915, tels que reflétés dans cet Article 5, portant sur l'émission de nouvelles actions et d'Instruments et (ii) à supprimer ou limiter les droits des actionnaires à être traités de manière égalitaire pour ce qui concerne l'attribution des actions devant être émises par voie d'incorporation de bénéfices et de réserves distribuables, y compris la prime d'émission et le capital surplus, en vertu de tout document ou contrat y compris et de manière non exhaustive un prêt convertible, un contrat d'option ou un plan d'options sur actions et conformément à l'exercice des droits attachés aux Instruments, dans les limites fixées par la loi luxembourgeoise.

L'Article 5 des présents Statuts sera modifié de façon à refléter chaque augmentation du capital effectuée en vertu de l'autorisation accordée au Conseil d'Administration conformément à l'Article 5, et le Conseil d'Administration prendra lui-même ou autorisera toute personne à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire constater par-devant notaire l'augmentation de capital social et les modifications consécutives des Statuts.»

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare que, conformément à l'article 32-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les sociétés), les conditions prescrites aux articles 26, 26-3 et 26-5 (les dispositions du paragraphe (2) de l'article 26-1 n'étant pas applicables, aucun apport autres qu'en numéraire n'ayant été effectué au cours de l'Assemblée) de la Loi sur les Sociétés ont été satisfaites, ce qu'il constate expressément.

Aucun autre point ne figurant à l'Ordre du Jour, l'Assemblée décide de clore la réunion.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 2.900 (deux mille neuf cents euros).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête de ces mêmes parties, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite à l'Assemblée et aux parties comparantes, lesdites parties comparantes ont signé ensemble avec le notaire le présent acte, aucun actionnaire ne souhaitant le signer.

Signé: F. Kerger et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50522. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159043/906.

(130194969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Burger King (Luxembourg) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 181.592.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of October.

Before us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS, a limited partnership established under the law of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Robert Stümper, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.834,

here represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "Burger King (Luxembourg) 2 S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. Any share premium paid on the subscription of given shares shall always remain attached to the shares on which it has been paid and shall be reimbursed exclusively to the owners of such shares. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has (have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member’s commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31st) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company’s assets and liabilities, with an annex summarizing the Company’s commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day

is not a day on which banks are opened for general business in the City of Luxembourg (i.e. a “Business Day”), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription and Payment

Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS, pre-named, declares to subscribe for all the twelve thousand five hundred (12,500) corporate units and to fully pay them up at nominal value together with a share premium of twenty five thousand Euro (EUR 25,000.-).

To fully pay up the subscription price of the above corporate units and of the share premium by a contribution in kind (the “Contribution”) for a total amount of thirty seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-).

Description of the contribution

The Contribution is legally owned by Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS, pre-named. The contribution to the Company is composed of a financial asset of thirty seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-).

Evaluation

The aggregate value of the Contribution is thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 37,500.-). Such evaluation has been approved by Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS pursuant to a statement of contribution value dated October 16, 2013, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the Contribution has been given.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a. Mr. Jose Cil, born in Florida, United States of America, on July 6, 1969, residing in 10, Zählerweg, CH-6300 Zug, Switzerland, as category A manager of the Company,

b. Mr. Paulo Arcoverde Barbosa, born in Rio de Janeiro, Brazil, on December 19, 1975, residing in 10, Zählerweg, CH-6300 Zug, Switzerland, as category A manager of the Company,

c. Mr. Erik Adam, born in Coventry, United Kingdom, on May 28, 1975, residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category B manager of the Company,

d. Mr. René Beltjens, born in Etterbeek, Belgium, on September 17, 1961, residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category B manager of the Company.

2. The registered office of the Company is set at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour d'octobre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS, une Société en Commandite Simple constituée sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social à 9A, rue Robert Stümper, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.834,

ici représentée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, demeurant professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est «Burger King (Luxembourg) 2 S.à r.l.» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en

particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cent Euro (12.500,- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 En plus du capital émis il peut être établi un compte prime d'émission auquel toute prime payée sur toute action en plus de sa valeur nominale est transférée. Toute prime payée lors de la souscription des dites actions doit restée attachée aux actions avec lesquelles elle a été payée et doit être remboursée exclusivement aux détenteurs de telles actions. Le compte prime d'émission peut être utilisé pour le paiement d'actions que la Société peut racheter de ses actionnaires, pour compenser des pertes, faire des distributions aux actionnaires sous forme de dividende ou allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants

de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes / réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS, prénommée, souscrit toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales intégralement avec une prime d'émission globale d'un montant de vingt-cinq mille Euro (EUR 25.000,-) par un apport en nature.

Libérer intégralement le prix de souscription des parts sociales ci-dessus par un apport en nature (la «Contribution») d'une valeur totale de trente-sept mille cinq cents Euro (37.500,- EUR).

Description de la contribution

La Contribution est légalement la propriété de Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS. La Contribution à la Société est constituée d'un actif financier de trente-sept mille cinq cents Euro (EUR 37.500,-). Cette évaluation a été approuvée par Burger King Interamerica LLC EuroAsian Holdings SCS conformément à la déclaration de la valeur de l'apport datée du 16 octobre 2013, qui sera annexée à cet acte et qui sera soumise aux formalités d'enregistrement.

Preuve d'existence de la contribution

Preuve de la Contribution a été donnée.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euro (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - a. M. Jose Cil, né à Florida, Etats-Unis d'Amérique, le 6 juillet 1969, demeurant à 10, Zählerweg, CH-6300 Zug, Switzerland, comme gérant de catégorie A de la Société,
 - b. M. Paulo Arcoverde Barbosa, né à Rio de Janeiro, Brésil, le 19 décembre 1975, demeurant à 10, Zählerweg, CH-6300 Zug, Switzerland, comme gérant de catégorie A de la Société,
 - c. M. Erik Adam, né à Coventry, Royaume-Uni, le 28 mai 1975, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme gérant de catégorie B de la Société,
 - d. M. René Beltjens, né à Etterbeek, Belgique, le 17 septembre 1961, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme gérant de catégorie B de la Société.
2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé, avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 23 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13778. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013159111/562.

(130195463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Catalyst Alpha 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.647.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 26 novembre 2013

- La démission de Monsieur Michel van Krimpen de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet rétroactif au 9 septembre 2013.

- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet rétroactif au 9 septembre 2013

* Monsieur Onno Bouwmeister, né le 26 janvier 1977 à Maarssen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- La démission de Monsieur Peter Kasch de sa fonction de gérant de la Société a été acceptée par l'associé unique avec effet rétroactif au 28 août 2013.

- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet rétroactif au 28 août 2013

* Monsieur Jonathan Petit, né le 24 avril 1955 à Worcester Park, United Kingdom, avec adresse professionnelle au 33 Cavendish Square, W1G 0PW London, United Kingdom;

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013167191/23.

(130204572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

FRII S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 146.620.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 18 octobre 2013 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2015:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président;

- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;

- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013168226/18.

(130205032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Prophac Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Howald, 5, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 122.112.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 2013 a:

- reconduit Monsieur Philippe Zirnheld, gérant, né à Luxembourg le 7 décembre 1967, demeurant à L-6943 Niederranven, 23 rue du Bois, en qualité d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- reconduit Monsieur Olivier Zirnheld, ingénieur civil, né à Luxembourg le 22 juin 1974, demeurant à L-7430 Fischbach, 8 am Batz, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- reconduit Madame Armelle Pinot épouse Zirnheld, née le 5 mars 1972 à LE MANS (France), demeurant à L-6943 Niederranven, 23 rue du Bois, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- reconduit Madame Danielle Zirnheld, employée privé, née à Luxembourg le 30 avril 1964, demeurant à L-4965 Clemency, 21 rue de Sélange, en qualité de commissaire de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013167716/22.

(130203493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.
